



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 12 (1984)

DOI: 10.11588/fr.1984.0.51636

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

und der deutschen Ostpolitik vor allem Angelegenheiten der Kriegsgewinnbesteuerung. Eine brauchbare Lösung wurde bekanntlich nicht gefunden, doch traten hier wie bei anderen Gelegenheiten die Positionen im Ausschuß plastischer hervor als in den Plenarsitzungen. Daß auch die Vertreter der Reichsleitung dem Ausschuß ihre Sorgen offener vortrugen als dem Plenum, versteht sich fast von selbst.

Insgesamt enthalten die Haushaltsausschußprotokolle keine Sensationen, doch übertreffen sie die Reichstagsprotokolle in vieler Hinsicht an Informationsgehalt, Quellen wie die Papiere des Interfraktionellen Ausschusses oder das David-Tagebuch an Geschlossenheit. Manches Detail wird sich erst dem Spezialisten bei genauester Lektüre erschließen. Jedoch läßt sich schon jetzt sagen, daß sich der Aufwand für die Edition der Hauptausschußprotokolle zweifellos gelohnt hat.

Lothar BURCHARDT, Konstanz

Hermann SCHÄFER, Regionale Wirtschaftspolitik in der Kriegswirtschaft. Staat, Industrie und Verbände während des Ersten Weltkriegs in Baden, Stuttgart (W. Kohlhammer) 1983, XXXII-416 S. (Veröffentlichungen der Kommission für geschichtliche Landeskunde in Baden-Württemberg, 95).

Cette étude se situe au carrefour de recherches menées, d'une part, sur les économies régionales et, d'autre part, sur le fonctionnement des économies dirigées en temps de guerre. Elle nous renseigne en particulier sur le comportement des institutions des Etats allemands face à la centralisation à Berlin des décisions économiques.

Les premières mesures adoptées au début de la guerre par le gouvernement badois suivent les recommandations du comité de crise de la Chambre de commerce de Mannheim. Elles s'inspirent des principes libéraux d'avant-guerre et ne prévoient que des interventions limitées, comme un soutien financier modique aux banques de Pforzheim ébranlées par les difficultés de la joaillerie. A partir de 1915, les autorités s'adaptent à un conflit de longue durée. Dès lors, deux problèmes sont posés: celui de la participation des entreprises badoises aux fournitures militaires et celui du chômage de l'industrie textile par suite du manque de matières premières. Le gouvernement de Karlsruhe s'efforce de résoudre le premier en installant à Berlin une antenne du Conseil du commerce badois et le second en joignant sa participation à celle des communes pour l'assistance aux chômeurs ainsi qu'en fournissant une aide technique pour l'utilisation de fils de papier.

Le programme Hindenburg de septembre 1916 prévoyant de nouvelles reconversions d'établissements vers des fabrications militaires et des cessations complètes d'activités pour ceux qui ne sont pas utiles à la guerre accentue considérablement la centralisation au profit des bureaux berlinois. A partir de la fin de 1916, un courant hostile à la toute-puissance de Berlin et de la Prusse se développe dans tout le Sud-Ouest de l'Allemagne. Le gouvernement badois décide au même moment de développer de façon plus active sa représentation auprès des organes de l'économie de guerre. Il y est poussé par les entreprises et les associations patronales badoises dépossédées de leur pouvoir de négociation par les grandes centrales fixées à Berlin. La mesure la plus importante consiste dans la nomination, en juin 1918, d'un délégué au Bundesrat pour les questions économiques auquel est confiée en même temps la direction de la représentation économique du Bade à Berlin. Ces dispositions seront maintenues, pour l'essentiel, après la guerre. Les divergences de vue sont manifestes entre les entreprises les plus influentes, qui s'efforcent, par le biais des cessations d'activités, de mettre hors jeu des concurrents indésirables, et les Etats, qui cherchent à promouvoir une répartition plus équilibrée des industries. Dans l'immédiat, les résultats obtenus par les responsables économiques et politiques badois

sont modestes: si le Bade se retrouve mieux loti que prévu en commandes militaires, cinq de ses entreprises y monopolisent les trois quarts des fournitures aux armées et, comme dans toute l'Allemagne du Sud, beaucoup de petites et moyennes entreprises continuent à en être écartées. Mais, bien que les contraintes de l'économie de guerre rendent impossible une vraie politique de développement régional, c'est bien durant la Première Guerre Mondiale que s'esquisse, dans un contexte institutionnel bien différent du contexte français, la politique économique régionale allemande.

L'étude d'Hermann Schäfer nous livre en outre de précieux renseignements sur le devenir économique du Bade au cours d'une période qui déborde largement les années de guerre. L'industrialisation du Land, amorcée plus tardivement que celle de l'Alsace voisine, se développe à un rythme très rapide durant la dernière décennie du XIX^e siècle et la première décennie du XX^e, au point qu'à la veille de la Première Guerre Mondiale un tiers de sa population active seulement travaille encore dans l'agriculture. Mais une décélération de sa croissance économique est perceptible quelques années avant la guerre. Après 1918, cette tendance au ralentissement des rythmes de l'industrialisation se maintient, dans le Bade, pour des raisons qui ne tiennent probablement pas, pour l'essentiel, à sa position désormais frontalière. En effet, le reste de l'Allemagne et, notamment, le Wurtemberg voisin, ne connaissent pas de décélération analogue entre 1911 et 1913.

Michel HAU, Strasbourg

Richard ABEL, *French Cinema. The First Wave 1915–1929*, Princeton (Princeton University Press) 1984, XXI–672 p.

Il ne reste plus rien ou presque de la production cinématographique française entre 1915 et 1929; on évalue les pertes à plus de 80 %. N'ont été épargnées que des œuvres marquantes comme le «Napoléon» d'Abel Gance, la «Passion de Jeanne d'Arc» de Dreyer ou le «Fantômas» de Feuillade; encore ces copies furent-elles sauvées de la destruction par les soins de collectionneurs comme Henri Langlois, le père de la Cinémathèque française. Mais des films tournés par Etievant, Robert, Desfontaines ou Jasset, on ne connaît que quelques photos et des résumés dans des revues de l'époque comme *Cinémagazine*.

Pourquoi ces destructions? C'est que la technique nouvelle du parlant condamnait l'exploitation commerciale des bandes muettes qu'il ne parut pas utile de garder d'autant qu'il s'agissait d'un produit facilement inflammable. Le support des films était par ailleurs vulnérable sur le plan chimique: ce que ne fit pas la main de l'homme, le temps s'en chargea. C'est dire combien Richard Abel, américain de surcroît – a fait preuve d'audace en se lançant dans une étude de ce qu'il appelle «la première vague» du cinéma français. Indiscutablement, M. Abel a vu tout ce qu'il pouvait voir à la Cinémathèque française, à la Cinémathèque universitaire, à celle de Toulouse, au dépôt de Bois d'Arcy et dans les cinémathèques francophones de Lausanne et de Bruxelles: au total 200 films au mieux. Pour le reste il est tributaire de sources imprimées et du témoignage de quelques vétérans comme Dreuille ou Autant-Lara.

Le résultat de cette enquête n'en est pas moins très intéressant. Certes les historiens ne manqueront pas de lui reprocher de n'avoir pas assez éclairé le contexte économique, social, artistique et politique, mais l'auteur souhaitait manifestement s'en tenir à un point de vue esthétique, ce qui est son droit.

De la lecture de ce gros livre où tous les genres sont abordés, du film à épisodes, type «Belphégor» aux recherches de l'avant-garde avec «l'Inhumaine» de L'Herbier, il ressort que le cinéma muet méritait d'être appelé «septième art». La maîtrise de la technique permet à Gance, Renoir, Bernard, Clair ou Epstein d'obtenir des images d'une beauté fulgurante. Et quel souffle